savez qu'il n'est pas possible de tout marquer, ni de se ressouvenir de tout et quand je relis mes réclamations contre l'ancienne chambre d'Assemblée du Bas-Canada je découvre chaque jour quelque item que j'ai oublié. Ce matin même comme j'entrerais chez Son Excellence le Gouverneur-général, un valet vint me déhâter aussi de mon casque et de mon manteau. Cette circonstance insignifiante en apparence m'a fait souvenir que j'avais payé un chelin sterling à un domestique de lord Stanley pour retrouver mon chapeau égaré peut-être à dessein. Et pourtant je n'avais point songé à inscrire ce montant là sur mon carnet, de sorte qu'il se trouve perdu pour moi. Néanmoins mes ennemis sont sonner bien haut ma grande économie qu'ils appellent avarice tandis que je fais à moi tout seul ce que le pays tout entier ne voudrait pas faire aujourd'hui, je soutiens la publication de *l'Aurore*, je fournis de gros subsides à son incomparable éditeur, génie incompris, écrivain courageux, politique indépendant s'il en fut jamais, et tout cela, au risque de n'être jamais remboursé !

Mais je m'aperçois que je m'écarte de l'objet de la lettre que je voulais pourtant vous adresser sans digression. J'ai lu à la bibliothèque du conseil législatif les derniers numéros de votre très-intéressant journal auquel je souscrisais avec plaisir si mes moyens me le permettaient ; mais vous savez que depuis quelques années le pays tout entier souffre d'une gêne monétaire qu'on ne peut attribuer je crois qu'au défaut de connaissances spéciales de la science de l'économie politique. Je vous dirai donc que j'ai lu votre intéressant journal et j'ai cru devoir vous prier de relever quelques erreurs dans lesquelles vous êtes tombé, sans doute involontairement, dans le rapport que vous avez publié de quelques séances imaginaires du conseil exécutif. Bien que ce rapport ne soit qu'une agréable fiction, je crois qu'il ne faut point induire le peuple dans de funestes erreurs, ni lui inculquer des préjugés quelconques même sous la couleur de plaisanterie. Voici ce dont il s'agit en deux mots. Vous avez donné à entendre que nous offrirons une prime à un journal de votre ville afin de l'engager à faire des efforts pour dépeuplariser l'un de vos représentants. Or tel n'est point le cas. Il nous a été fait des propositions de ce genre et nous les avons acceptées ; ce qui est comme vous le voyez exactement le contraire de ce que vous avez fait comprendre au public. Comme la vérité est la première vertu du publiciste, vous aurez l'obligeance, je n'en doute pas, de réparer le mal que vous n'avez pu manquer de nous faire en contredisant de la manière la plus formelle l'interprétation erronée que vous avez donnée de nos débats.

J'ai bien l'honneur de me soucrire

Votre très dévoué serviteur,

DENIS B. VIGER.

Post Scriptum. Je vois dans les conditions d'abonnement de vos journaux, que vous acceptez en paiement toutes sortes de produits du pays ; permettez moi de vous féliciter sur cette généreuse facilité accordée à tous les genres d'industrie. Pour vous témoigner combien j'apprécie cette libéralité de votre part, je vous prie de vouloir bien m'adresser vos deux feuilles et aussitôt après leur réception je vous ferai parvenir deux douzaines d'exemplaires de la "*Crise Criminelle*, pamphlet en 18 pages dont le prix marqué est de trente sous chaque, ce qui vous laissera un bénéfice net de quatre piastres sur le total en sus de l'abonnement à vos deux papiers.